

**Intervention de Mme HUBNER, Commissaire européenne en charge  
de la politique régionale**

**"L'innovation et les priorités de Lisbonne dans le cadre du  
programme opérationnel FEDER pour l'objectif Compétitivité  
régionale et emploi 2007-2013 en Rhône-Alpes"**

**Lyon, 15 janvier 2009**

Monsieur le Préfet, Monsieur le Président du Conseil Régional,  
Mesdames et Messieurs,

Tout d'abord, permettez-moi de vous exprimer le plaisir d'être présente ici aujourd'hui à Lyon pour participer à cette journée sur l'innovation et les priorités de Lisbonne dans le cadre des programmes européens 2007-2013 en Rhône-Alpes. Les contacts directs comme celui d'aujourd'hui me permettent de mieux appréhender les atouts et défis de la région Rhône-Alpes, vos difficultés, vos réussites mais aussi les attentes de la région. Par ailleurs, je sais très bien à quel point l'innovation est importante dans votre région.

### **L'innovation en réponse aux défis actuels**

Mais je voudrais en premier lieu m'exprimer sur un sujet d'actualité qui nous préoccupe tous: la crise économique. La Commission a pris l'initiative de proposer aux États membres un cadre visant à renforcer l'économie réelle, au travers d'un "plan européen de relance économique", adopté le 26 novembre dernier.

Les régions et la politique de cohésion y prend toute sa place, non seulement pour accélérer la mise en œuvre des programmes européens mais aussi pour créer les conditions de croissance et les emplois au niveau régional.

Qu'avons nous proposé pour simplifier les programmes?

1. Premièrement la prolongation de la période 2000-2006. Rhône-Alpes dispose en effet de 6 mois supplémentaires pour donner de la flexibilité à la clôture des programmes
2. Nous proposons de rendre éligible les dépenses relatives à l'amélioration de l'efficacité énergétique et à l'utilisation des énergies

renouvelables dans les logements existants, limité à 4% du total du FEDER dans tous les états membres.

3. Nous proposons des facilités pour commencer à déclarer des dépenses des grands projets avant son adoption par la Commission.
4. Nous avons proposé pour Europe des 15, des avances additionnelles de 2.5% pour l'année 2009 et 4% pour les nouveaux états membres. Dans ce contexte, Rhône-Alpes pourrait bénéficier d'une avance à hauteur de 17.3M€ en début 2009.
5. Finalement, nous proposons de faciliter l'accès à l'ingénierie financière en assouplissant les règles sur les appels à propositions et en y ajoutant la possibilité d'une attribution de contrat directement à la banque européenne d'investissement ou au fond européen d'investissement.

Les moyens sont donc réunis pour donner des flexibilités à nos régions afin de transformer les programmes en outils pour sortir de la crise renforcés. Nous devons tout faire pour atteindre ce but.

Quels sont les défis qui se dessinent à moyen terme?

En lien avec nos échanges d'aujourd'hui sur l'innovation, je souhaiterais mentionner les défis futurs auxquels sont confrontées les régions de l'UE. En effet, nous venons de publier une étude – "Regions 2020" – qui analyse les effets de quatre défis majeurs sur les régions, à savoir la mondialisation, le changement climatique, la démographie et les défis liés à la sécurité énergétique. Nos estimations montrent que Rhône-Alpes se trouve dans la moyenne européenne face à ces défis mais qu'elle devrait prendre en compte notamment le défi de la mondialisation, le défi le plus fort pour la région. Dans ce cadre, tirer l'économie Rhône-alpine vers une économie à haute valeur ajoutée,

améliorer la productivité et continuer sur le chemin de la formation dans le but d'obtenir des ressources humaines hautement qualifiées sont des réponses essentielles. J'ajouterai qu'une internationalisation accrue de votre région, en cherchant des partenariats dynamiques avec d'autres régions de votre acabit, en élargissant peut-être votre travail dans le réseau "les quatre moteurs pour l'Europe", sera un élément essentiel dans la compétitivité future.

En effet, en Europe nous devons tous nous préparer à un ajustement structurel et même à une révolution industrielle nouvelle basée sur les technologies vertes et l'efficacité énergétique. Notre paquet sur le changement climatique du décembre dernier va non seulement nous aider à combattre plus efficacement ce défi majeur mais aussi mettre en place les conditions pour amorcer et profiter de nouvelles opportunités dans le domaine des technologies vertes et de l'énergie renouvelable. Il est important pour l'Europe et pour les régions d'Europe d'être ambitieux dans ce nouveau cadre. Je sais que vous êtes avancé dans ce domaine.

Comme vous le savez peut-être, les Etats-Unis a également commencé à amorcer ce tournant avec la mise en place d'une "équipe verte" – *the Green Team* – dirigée par plusieurs prix nobels afin d'établir une stratégie américaine face aux changements climatique mais aussi pour tirer les bénéfices de cette nouvelle situation.

Mais quelles sont les opportunités dans ce contexte? Pour donner un exemple, le secteur d'énergie renouvelable en Europe a un chiffre d'affaires d'environ 20 milliards d'euros et 300.000 emplois, tout en fournissant 8.5% des besoins énergétiques de l'Union. Les perspectives de croissance sont également immenses dans ce secteur, notamment en tenant compte de l'engagement dans le paquet climat pour une augmentation de l'utilisation des énergies renouvelables à concurrence

de 20 % de la production totale d'énergie d'ici 2020. Ce secteur est aussi particulièrement bien adapté aux solutions locales et aux entrepreneurs de niche, y compris pour des régions périphériques ou rurales. Ce chemin doit être pris.

Mais devons-nous uniquement nous concentrer sur les secteurs de pointe?

Je dirais non. La restructuration de nos économies devra être basée sur l'innovation continue tant au niveau des produits, des processus, de la gestion et de l'organisation, qu'au niveau du capital humain et social.

L'innovation doit donc être favorisée tant dans les secteurs de pointe que dans des secteurs plus traditionnels, comme le textile ici. D'une part, la concentration d'une masse critique de ressources vers des thèmes stratégiques est importante et les secteurs de pointe, à moyenne/haute technologie, permettent une spécialisation vers des productions à plus haute valeur ajoutée et moins exposées à la compétition internationale des nouveaux pays industrialisés (Brésil, Russie, Inde, Chine). D'autre part, il est aussi opportun de faciliter une "mise à jour" ou un "upgrade" technologique plus général du système des PME, même dans des secteurs traditionnels.

Ce qui est essentiel, comme c'est le cas ici, est que il y ait une approche stratégique à la politique d'innovation, par l'établissement de stratégies régionales fondées sur un diagnostic sérieux des potentialités ainsi qu'une implication réelle de tous les acteurs comme les universités, les entreprises, les administrations publiques et les institutions financières. La politique de cohésion s'engage, avec les régions, pour investir massivement dans l'innovation. En effet, environ 86 milliards d'euros ou 25% du total sont fléchés sur l'innovation sur la période 2007-2013.

Pourtant, au niveau plus général nous n'investissons pas suffisamment dans la recherche et le développement et dans l'innovation. L'Europe, comme la France, investit environ 2% du PIB dans la recherche et le développement, un peu moins que les Etats-Unis. Au niveau régional, trois régions françaises se situent parmi les trente régions européennes les plus performantes: vous-mêmes, Ile de France et Midi-Pyrénées. Cependant, il faut transformer cette recherche en opportunités dans l'économie réelle c'est-à-dire en entreprises et en emplois, d'où l'importance d'une implication réelle de tous les acteurs dans la région.

### **L'innovation et la région Rhône-Alpes**

Je crois que cette implication est le cas dans votre région. En effet, en consacrant plus de 81% des dépenses aux priorités de Lisbonne, la région Rhône-Alpes a décidé de s'engager de façon particulièrement volontariste sur la voie de l'économie de la connaissance et de l'innovation avec des bons résultats. Avec 15 pôles de compétitivité, des clusters dynamiques, de nombreuses structures de transfert de technologies, un capital humain remarquable, Rhône-Alpes possède tous les outils pour réussir. L'enjeu pour votre région est donc de renforcer cette dynamique.

Ces points sont cruciaux, mais gardons à l'esprit que l'innovation n'a pas de finalité propre. Elle est avant tout au service des priorités de développement économique que vous avez identifiées pour votre région. Mais il me semble que la région sait où elle va, c'est une des raisons pour mon optimisme.

Par ailleurs, dans un contexte où les ressources sont limitées et où la valeur ajoutée naît de l'échange des idées et du savoir et de leur

application, aucune région ne peut faire l'économie de l'organisation d'un partenariat régional et d'une gouvernance adaptés. Toutefois, si la qualité du partenariat public est un facteur de succès des politiques à mener, aucun effet positif ne peut en être attendu si les acteurs de la stratégie sur le terrain ne font pas eux-mêmes partie intégrante du partenariat régional. La qualité de cette gouvernance et de ce partenariat sont indispensables pour guider les choix politiques à effectuer.

Pour terminer, soyez persuadés que l'Europe s'engage en Rhône-Alpes tout comme l'Europe a besoin d'une région Rhône-Alpes qui réussisse!